



mardi 2 mai 2017

Les grands titres:

- Journée de la liberté de la presse : l'ONU appelle à protéger les journalistes menacés par la répression
- L'AIEA prête à reprendre ses inspections en Corée du Nord dès que la situation politique le permet
- Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire : Mission accomplie
- Somalie : plus d'un million d'enfants menacés de malnutrition aiguë, selon l'UNICEF
- Egalité des sexes : le Président de l'Assemblée générale rejoint l'initiative 'International Gender Champions'
- L'ONU célèbre pour la première fois la Journée mondiale du thon
- Le chef de l'ONU exhorte les États à divulguer les informations dont ils disposent sur la mort de Dag Hammarskjöld

Journée de la liberté de la presse : l'ONU appelle à protéger les journalistes menacés par la répression



Photo: ONU/Evan Schneider

2 mai - A la veille de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a demandé de faire cesser toutes les formes de répression à l'encontre des journalistes et de protéger ces derniers.

« Les journalistes se rendent dans les endroits les plus dangereux pour prêter leur voix à ceux qui n'en ont pas. Les professionnels des médias sont confrontés à la diffamation, aux agressions sexuelles, aux emprisonnements, aux coups et blessures et même à la mort », a souligné M. Guterres dans un message pour cette journée qui a pour thème : 'Des esprits critiques pour une période critique'.

« Nous avons besoin de personnalités fortes pour défendre la liberté des médias. C'est là une exigence primordiale pour faire barrage à la désinformation ambiante. Et chacun d'entre nous doit se battre pour défendre le droit à la vérité », a ajouté le chef de l'ONU.

A l'occasion de cette Journée de la liberté de la presse, M. Guterres a lancé un appel « pour que cessent toutes les formes de répression à l'encontre des journalistes - parce qu'une presse libre fait progresser la paix et la justice pour tous ». « Protégeons les journalistes, car leurs mots et leurs images peuvent changer le monde », a-t-il déclaré.



L'UNESCO fer de lance de la sécurité des journalistes

La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a souligné de son côté que « l'existence de médias indépendants et pluralistes n'a jamais été aussi importante pour émanciper les femmes et les hommes, renforcer la bonne gouvernance et l'état de droit, et faire avancer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 – particulièrement l'Objectif 16, qui vise à établir des sociétés justes, pacifiques et inclusives ».

« Les médias ne doivent pas se réduire à servir de sources d'information fiables – ils doivent permettre à de nombreuses voix de se faire entendre et mobiliser des forces nouvelles au service de la tolérance et du dialogue. L'enjeu est clair. Nous avons besoin d'un journalisme original, critique et bien documenté, qui s'appuie sur des règles de déontologie professionnelle exigeantes et sur une éducation aux médias de qualité – allié à un public correctement initié aux médias et à l'information », a-t-elle ajouté.

La Directrice générale de l'UNESCO a souligné l'engagement de son organisation en faveur de la sécurité des journalistes. Selon elle, le meurtre reste trop souvent la forme la plus tragique de censure – 102 journalistes l'ont payé de leur vie en 2016. « Cette situation est inacceptable et affaiblit nos sociétés dans leur ensemble. C'est la raison pour laquelle l'UNESCO est, avec ses partenaires, le fer de lance du Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité à travers le globe », a-t-elle souligné.

« La période critique que nous traversons exige des esprits critiques. J'appelle aujourd'hui chacun d'entre vous à aiguiser vos esprits pour défendre les libertés indispensables à la paix et à la justice », a ajouté Mme Bokova.

Il faut cesser de diaboliser les médias critiques

De son côté, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, David Kaye, a demandé aux gouvernements de cesser de diaboliser les médias critiques.

« Tous les jours de l'année, y compris la Journée mondiale de la liberté de la presse, ceux qui pratiquent le journalisme sont confrontés à la censure, à la criminalisation, au harcèlement et, souvent, aux attaques physiques et au meurtre. Les gouvernements doivent agir pour garantir la liberté de la presse, libérer les journalistes détenus et mettre fin à la diabolisation publique des médias critiques », a dit M. Kaye dans un communiqué de presse.

« Le harcèlement des médias par les gouvernements est une crise mondiale », a-t-il ajouté. « Je demande à tous les gouvernements de prendre des mesures pour protéger et promouvoir le journalisme indépendant ».

L'expert a en particulier invité les personnes ayant autorité : à libérer tous ceux qui sont détenus pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression ; à abroger les lois clairement incompatibles avec la liberté d'expression ; à prendre des mesures pour enquêter et poursuivre tous les responsables des attaques contre les journalistes ; à résister à la tentation d'ordonner à des sites web critiques de supprimer du contenu ou de bloquer des sources d'information en ligne ; à éviter de surveiller des journalistes ; et à cesser la diabolisation publique des médias critiques.

L'AIEA prête à reprendre ses inspections en Corée du Nord dès que la situation politique le permet



Le Directeur général de l'AIEA, Yukiya Amano (à droite), s'adresse au Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner en 2020 le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.
Photo: UNIS Vienne

2 mai - Le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Yukiya Amano, s'est dit mardi très préoccupé par le programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) et a déclaré que son agence était prête à reprendre ses inspections dans ce pays dès que la situation politique le permet.

« L'année dernière, (la RPDC) a procédé à deux nouveaux essais nucléaires. Elle continue d'effectuer des tirs de missiles et de menacer d'autres pays. Cela est extrêmement inquiétant », a déclaré M. Amano devant le Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner en 2020 le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, réuni à Vienne, en Autriche.

La Corée du Nord a déclaré son retrait du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en 2003.

« Nos inspecteurs ont dû quitter le pays en 2009 », a rappelé le Directeur général de l'AIEA. « Néanmoins, l'Agence continue de travailler dur pour recueillir et évaluer des informations concernant le programme nucléaire de la Corée du Nord, y compris en surveillant l'imagerie satellitaire ainsi que sur les informations provenant de sources librement accessibles et liées au commerce ».

« Sans accès direct aux sites et aux emplacements pertinents, l'Agence ne peut pas confirmer le statut opérationnel des installations nucléaires de la Corée du Nord », a précisé M. Amano. « Mais toutes les indications suggèrent que la Corée du Nord avance avec son programme nucléaire ».

Le chef de l'AIEA a appelé la Corée du Nord à respecter pleinement ses obligations en vertu des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Il a également exhorté la RPDC à coopérer avec l'AIEA dans la mise en œuvre de son Accord sur les garanties du TNP et de résoudre toutes les questions en suspens.

« Nos inspecteurs restent prêts à retourner en Corée du Nord dans un délai très court si les développements politiques le permettent ».

Vendredi dernier, le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a condamné les violations répétées par la RPDC des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, soulignant que la poursuite par la Corée du Nord de ses programmes d'armes nucléaires et de missiles balistiques menace clairement la sécurité régionale et internationale et porte gravement atteinte aux efforts internationaux de désarmement et de non-prolifération.

Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire : Mission accomplie



Des officiers de l'ONUCI mènent une opération de désarmement, de démobilisation et de réinsertion avec des ex-combattants dans le quartier d'Abobo à Abidjan en février 2012. Photo ONU/Hien Macline

2 mai - L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) fermera ses portes le 30 juin 2017 après 13 ans d'existence, ayant achevé sa mission après avoir aidé avec succès le pays à rétablir la paix et la stabilité suite à la crise post-électorale en 2010.

La fermeture de l'ONUCI marquera la plus récente réussite d'une opération de maintien de la paix en Afrique de l'Ouest depuis la mission de l'ONU en Sierra Leone en 2005.

Cela a été rendu possible grâce à une nette amélioration de la situation sécuritaire en Côte d'Ivoire, notamment en matière de réforme du secteur de la sécurité. L'extension de l'autorité de l'État, le déploiement des services publics, le renforcement des institutions démocratiques et un développement économique stable ont également justifié la fermeture de la mission.

Sous la direction de la Représentante spéciale du Secrétaire général dans ce pays, Aïchatou Mindaoudou, le personnel civil et militaire de l'ONUCI a joué un rôle crucial dans le rétablissement de la paix en Côte d'Ivoire. L'opération s'est notamment engagée dans la protection des civils, le suivi du cessez-le-feu, l'aide au gouvernement en matière de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR) des anciens combattants et la lutte contre les messages haineux sur les ondes de sa radio ONUCI-FM.

L'ONUCI est en train de déléguer à l'équipe pays des Nations Unies les tâches essentielles nécessaires pour assurer la pérennité des gains réalisés jusqu'à présent.

Début de l'opération

En 2004, la guerre civile divise la Côte d'Ivoire en deux. L'absence d'autorité de l'État a conduit le Conseil de sécurité de l'ONU à adopter la résolution 1528, qui a créé l'ONUCI pour une période initiale de 12 mois. L'une des tâches initiales de la mission était de surveiller et d'appuyer l'accord de paix signé par les parties ivoiriennes l'année précédente à Marcoussis, en France.

Une autre tâche importante de l'ONUCI consistait à surveiller la zone de confiance - une étendue de terre qui séparait le sud sous l'autorité du gouvernement et le nord contrôlé par l'opposition - tout en rétablissant la confiance entre les parties pour réunir le pays.

En 2007, en vertu de l'Accord politique signé à Ouagadougou, au Burkina-Faso, l'ONUCI a mis en place 17 postes d'observation appelés 'Ligne verte' en remplacement de la zone de confiance. Cette 'Ligne verte' est restée en place jusqu'en juillet 2008, date à laquelle le dernier poste a été éliminé.

Au milieu des combats

L'ONUCI a été appelée à répondre à de nombreux défis au cours de ses 13 années de présence en Côte d'Ivoire.

En janvier 2006, de jeunes manifestants pro-gouvernementaux sont descendus dans les rues après qu'une équipe autorisée par l'ONU a accepté d'appuyer la dissolution du Parlement dont le mandat avait expiré. Après quatre jours de manifestations violentes durant lesquelles des bâtiments humanitaires et de maintien de la paix de l'ONU ont été pris pour cibles, des

centaines de membres des Nations Unies ont été évacués.

Le Conseil de sécurité a ensuite décidé de renforcer la force de l'ONUCI avec le déploiement provisoire d'un bataillon supplémentaire en provenance de la mission de l'ONU au Libéria.

En 2010, le pays retombe dans la guerre civile lorsque le chef de l'Etat sortant, Laurent Gbagbo, refuse de démissionner après avoir perdu l'élection présidentielle bien que les résultats, certifiés par l'ONU, aient désigné Alassane Ouattara vainqueur du scrutin.

Au cours d'une période de combats accrus, l'ONU a continué de protéger les civils, alors qu'elle faisait elle-même l'objet d'attaques.

M. Ouattara a été investi Président de Côte d'Ivoire en mai 2011 après la reddition de M. Gbagbo en avril 2011 et des violences post-électorales qui ont fait près de 3.000 morts et créé environ 300.000 réfugiés.

L'ONUCI a ensuite facilité un dialogue politique inclusif qui a abouti à une élection présidentielle en 2011 ainsi qu'à des élections législatives et à un référendum en 2016. Parmi ses autres réalisations, la mission a renforcé la Commission nationale des droits de l'homme qui a contribué à réduire les violations des droits de l'homme et aidé à désarmer 70.000 combattants et à les réintégrer dans la société.

Somalie : plus d'un million d'enfants menacés de malnutrition aiguë, selon l'UNICEF



Un enfant de deux ans pleure sa mère à l'hôpital général de Kismayo en Somalie. Né avec une déformation, l'enfant souffre également de malnutrition. Photo OIM/Muse Mohammed

2 mai - Plus d'un million d'enfants sont menacés de malnutrition aiguë cette année en Somalie, pays au bord de la famine, et courent des risques très élevés de mourir, averti mardi le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF).

Dans ses prévisions, l'agence onusienne prévoit une hausse de 50% du nombre d'enfants somaliens souffrant de malnutrition grave. « Les enfants somaliens font face à la triple menace de la sécheresse, des maladies et des déplacements », avertit l'UNICEF dans un communiqué de presse.

On estime que le nombre d'enfants qui souffrent ou souffriront de malnutrition aiguë a augmenté de 50% depuis le début de l'année, à 1,4 million. « Plus de 275.000 d'entre eux souffrent ou souffriront de malnutrition aiguë sévère cette année », a déclaré la porte-parole de l'UNICEF, Marixie Mercado, lors d'un point de presse à Genève.

Plus de 56.000 enfants souffrant de malnutrition sévère ont déjà été traités avec des aliments thérapeutiques dans des centaines de centres nutritionnels dans toute la Somalie depuis le début de l'année. « Cela représente une augmentation de 90% par rapport à la même période en 2016 », a affirmé le Représentant de l'UNICEF en Somalie, Steven Lauwerier, cité dans le communiqué de presse.

La malnutrition aiguë sévère est la forme la plus visible et la plus extrême de la dénutrition et les enfants ont dans ce contexte urgemment besoin d'un traitement pour survivre. A cet égard, l'UNICEF souligne que les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère courent des risques neuf fois plus élevés de mourir que les enfants bien nourris. Des enfants qui sont surtout exposés à « des maladies mortelles comme le choléra ou de diarrhée aqueuse aiguë et la rougeole, qui sont en train de se propager en Somalie ».

La famine en 2011 a tué 260.000 personnes

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance rappelle qu'en 2011, la dernière famine en date en Somalie avait tué au moins 260.000 personnes, dont la moitié d'enfants de moins de 5 ans. « Les principales causes de décès chez les enfants étaient la diarrhée et la rougeole », fait remarquer l'UNICEF.

Alors que la famine menace et les cas de malnutrition augmentent, les maladies s'amplifient sensiblement aussi parmi les enfants en Somalie. A la date du 23 avril, il y a eu plus de 500 morts sur 28.400 cas de choléra et de diarrhée aiguë recensés depuis le début de l'année, surpassant de loin les 15.600 cas rapportés pour toute l'année 2016. La majorité des cas sont chez les jeunes enfants. En outre, l'UNICEF indique avoir recensé jusqu'ici près de 5.600 cas suspects de rougeole, soit pratiquement le même nombre que durant toute l'année 2016 avec 5.657 cas de rougeole en Somalie.

Le paludisme menace les enfants avec la saison des pluies

Par ailleurs, les organismes humanitaires devront tenir compte des pluies saisonnières qui tombent généralement de mi-avril à juin. Ces pluies qui se développent lentement et qui apportent une bouffée d'oxygène tant nécessaire à certaines parties du pays, pourraient aussi être une source de danger pour les enfants. Selon l'UNICEF, ces intempéries pourraient infliger d'autres souffrances aux enfants qui vivent dans des abris de fortune et les exposent à d'autres maladies comme le paludisme.

Sur le terrain, les mouvements de population se poursuivent. Dans toute la Somalie, environ 615.000 personnes, dont la majorité des enfants et des femmes, ont dû quitter leur foyer à cause de la sécheresse, depuis novembre dernier, alors que le pays comptait déjà quelque 1,1 million de déplacés, selon l'ONU.

Face à cette situation, l'UNICEF a mis en place ou soutenu l'installation de 64 centres de traitement du choléra, 330 nouveaux centres de nutrition, portant le total à 837 dans toute la Somalie. L'agence onusienne a également permis à plus d'un million de personnes touchées par la sécheresse d'avoir un accès temporaire à l'eau potable. Sur le plan de l'éducation, l'UNICEF a mis en place des espaces d'apprentissage temporaire qui ont pris en charge près de 43.000 enfants.

Egalité des sexes : le Président de l'Assemblée générale rejoint l'initiative 'International Gender Champions'



Peter Thomson, Président de la 71e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (archives). Photo ONU/Rick Bajornas

2 mai - Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Peter Thomson, a rejoint le réseau des 'International Gender Champions' (Champions internationaux du genre), une initiative réunissant des femmes et hommes dirigeant(e)s afin de briser les barrières liées au genre.

« En tant qu'époux d'une femme qui est une éminente cheffe d'entreprise, en tant que père d'une fille qui est arrivée à un niveau d'études supérieures que je n'ai jamais atteint, et en tant que grand-père de trois jeunes filles très brillantes, j'ai longtemps vu la logique et le mérite de l'égalité des sexes », a déclaré M. Thomson.

« Je soutiendrai toujours l'autonomisation des femmes et la fin de la discrimination », a-t-il souligné, réaffirmant son engagement à promouvoir l'égalité des sexes au cours de la 71e session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Les 'International Gender Champions' (IGC) constituent un réseau de hauts responsables du Secrétariat, des fonds, des programmes et des agences des Nations Unies, de représentants d'États membres, de gouvernements locaux, de dirigeants du secteur privé et de la société civile, s'efforçant d'atteindre l'égalité des sexes en éliminant les obstacles de façon concrète.

Déjà 'Champion de l'initiative HeforShe', le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies a annoncé deux engagements concrets, en plus de la promesse de parité du panel, qui est au cœur de l'initiative IGC.

Le Président a déclaré qu'il s'efforcera de parvenir à la parité entre les sexes au sein de son propre bureau, y compris au niveau de la haute direction. Il s'efforcera également d'assurer qu'au moins 26% des coprésidents et co-facilitateurs nommés pour les processus de négociation de l'Assemblée générale au cours de sa 71e session soient des femmes, bien que seulement 18% des Représentants permanents auprès des Nations Unies soient des femmes.

Créée à l'origine à Genève en 2015, l'initiative IGC s'est élargie à New York le 20 mars 2017 en présence du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, et de la Directrice exécutive d'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka. Six semaines après le lancement de l'initiative à New York, plus de 50 Représentants permanents, chefs d'agences de l'ONU et d'autres responsables ont rejoint l'IGC.

L'ONU célèbre pour la première fois la Journée mondiale du thon



Des pêcheurs déchargent des thons au port de pêche industrielle d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. Photo: FAO / Sia Kambou

2 mai - Les Nations Unies ont célébré mardi, pour la première fois, la Journée mondiale du thon afin de sensibiliser sur l'importance d'une gestion durable des stocks de ce poisson pour la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

« Les menaces croissantes résultant des activités humaines telles que la surpêche et l'impact du changement climatique et de l'acidification des océans (...) ont un impact négatif sur la préservation et l'utilisation durable des stocks de thon », a déclaré le Conseiller juridique des Nations Unies dans un message.

« Je demande instamment à toutes les parties prenantes de faire tout leur possible pour la préservation à long terme et l'utilisation durable des ressources de thon », a-t-il ajouté. À cet égard, il a souligné l'importance cruciale d'appliquer le cadre juridique international existant.

« La Conférence sur les océans, le mois prochain, offrira aux États et à toutes les autres parties prenantes une opportunité précieuse pour appuyer la mise en œuvre des cibles inscrites dans l'objectif 14 du Programme 2030 », a-t-il encore dit.

La Journée mondiale du thon a été proclamée par l'Assemblée générale en décembre 2016.

De nombreux pays sont fortement tributaires des ressources thonières pour la sécurité alimentaire et la nutrition, le développement économique, l'emploi, les recettes publiques, les moyens de subsistance, la culture et les loisirs.

À l'heure actuelle, plus de 80 États pratiquent la pêche au thon, des milliers de thoniers sillonnent les océans et la capacité de pêche thonière continue de se développer dans les océans Indien et Pacifique.

Les thons et les espèces apparentées sont très importants, tant du point de vue économique, que comme source d'alimentation. Cette catégorie comprend une quarantaine d'espèces présentes dans les océans Atlantique, Indien et Pacifique et en mer Méditerranée.

Les deux principaux produits consommés sont le thon en boîte et le sashimi/sushi. Pour les conserves, les espèces de thon à chair pâle – appelés listao et albacore – sont utilisées tandis que pour les sushis et sashimis, le thon doit être plus gras. Le thon rouge et les espèces associées tel que le thon obèse sont donc préférés sur le marché des sushis et sashimis dont la plupart se retrouvent au Japon.

Dans les îles du Pacifique, le thon est une source principale de revenus pour les gouvernements et un élément clé de la sécurité alimentaire pour les populations insulaires, souligne l'ONU Environnement.

Dans la région du Pacifique, les Parties à l'Accord de Nauru (ANP) ont fait campagne depuis 2011 pour que la Journée soit reconnue mondialement.

Les membres de l'ANP sont les États fédérés de Micronésie, Kiribati, les Îles Marshall, Nauru, Palau, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et Tuvalu. Leurs zones économiques exclusives combinées contrôlent 25% de l'offre mondiale de thon.

Le chef de l'ONU exhorte les États à divulguer les informations dont ils disposent sur la mort de Dag Hammarskjöld



L'ancien Secrétaire général de l'ONU Dag Hammarskjöld. Photo ONU/JO

2 mai - Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, exhorte les États membres à divulguer, déclassifier ou autoriser l'accès aux informations qu'ils pourraient avoir concernant le tragique accident d'avion de 1961 dans lequel sont morts l'ancien Secrétaire général Dag Hammarskjöld et les personnes qui l'accompagnaient, a déclaré mardi un porte-parole de l'ONU.

M. Guterres exhorte également les États membres à aider activement Mohamed Othman, ancien magistrat de Tanzanie, dans son travail en tant que Personne éminente chargée d'examiner les causes de ces décès, a précisé ce porte-parole Stéphane Dujarric, dans une note à la presse.

« Le Secrétaire général affirme dans les termes les plus forts son attachement à cette question, car il estime qu'il est de son devoir à l'égard de son illustre et distingué prédécesseur, Dag Hammarskjöld, et des autres personnes qui l'accompagnent et de leurs familles, de poursuivre la vérité complète sur cette affaire », a ajouté la note à la presse.

M. Othman a été président du Groupe indépendant d'experts de 2015, qui a conclu notamment qu'il y avait de nouvelles informations importantes ayant une valeur probante suffisante pour considérer une attaque aérienne ou toute autre ingérence comme hypothèse de la cause possible de l'accident.

Le mandat de la Personne éminente consiste à examiner les éventuelles nouvelles informations, à évaluer leur valeur probante et à déterminer la portée de toute nouvelle enquête. Le mandat lui permet également de tirer des conclusions des enquêtes déjà menées, y compris celles du Groupe d'experts de 2015 et de la Commission Hammarskjöld de 2013.

Lors du point de presse quotidien au siège de l'ONU à New York, M. Dujarric a indiqué que M. Othman avait noté qu'une coopération plus active était nécessaire de la part des États membres pour déclassifier ou permettre l'accès aux dossiers qui ont maintenant plus de 55 ans.

M. Dujarric a également noté que M. Othman a eu des rencontres la semaine dernière avec des États Membres à New York et continuera à assurer la liaison avec les parties concernées avant de présenter ses conclusions au Secrétaire général avant la fin de la session actuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies.